



Comprendre la Russie à la lettre : les voies méconnues de la protestation en régime autoritaire

Guillaume Sauvé

No. 30
2023 - 05

Québec 

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



Université 
de Montréal

Comprendre la Russie à la lettre : les voies méconnues de la protestation en régime autoritaire

Guillaume Sauvé¹

Résumé

Dans les régimes autoritaires, où la parole critique s'expose à de sévères sanctions, les sondages ne donnent qu'une idée incomplète de l'état réel de l'opinion publique. Cela est d'autant plus vrai en Russie, dont la société semble osciller entre apathie et soutien au président depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Pour mieux saisir l'attitude des Russes, leurs valeurs et leur rapport à la politique, il est utile de déplacer son regard vers des formes d'expression critique qui peuvent certes paraître insignifiantes dans les sociétés démocratiques, mais qui jouent un rôle important dans les régimes où elles demeurent l'un des rares canaux d'expression de doléances populaires. C'est le cas des lettres de protestations que les citoyens envoient aux autorités et aux médias, suivant une pratique répandue partout dans le monde et particulièrement prisée en Russie, où elle s'appuie sur une tradition solidement établie à l'époque soviétique. Dans cet essai, nous examinons les transformations de ce phénomène méconnu, mais décisif à trois époques de l'histoire récente de la Russie: d'abord en URSS, puis pendant les turbulentes transformations des années 1990 et finalement sous le régime de Vladimir Poutine, depuis le début des années 2000 jusqu'à aujourd'hui.

Abstract

In authoritarian regimes, where critical speech is subject to severe sanctions, surveys only give an incomplete idea of the true state of public opinion. This is especially true in Russia, where society seems to oscillate between apathy and support for the president since the invasion of Ukraine in February 2022. To better understand the attitudes of Russians, their values, and their relationship to politics, it is useful to shift one's focus to forms of critical expression that may seem insignificant in democratic societies but play an important role in regimes where they remain one of the few channels for popular grievances to be expressed. This is the case with protest letters that citizens send to authorities and media outlets, a practice widespread throughout the world but particularly popular in Russia, where it is based on a tradition firmly established during the Soviet era. In this essay, we examine the transformations of this little-known but decisive phenomenon in three recent periods of Russia's history: first in the USSR, then during the turbulent transformations of the 1990s, and finally under the regime of Vladimir Putin, from the early 2000s to the present day.

¹ Chercheur invité, Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal

Citation

Sauvé, Guillaume. (2023). Comprendre la Russie à la lettre : les voies méconnues de la protestation en régime autoritaire. *Cahier du CÉRIUM Working Paper No 30*. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal.

Table des matières

Introduction	5
Chapitre 1 : L'URSS, empire des lettres	7
Chapitre 2 : Les années 1990 : tout est permis, rien n'est possible.....	16
Chapitre 3 : Le renouveau des lettres de protestation sous Poutine.....	20
Conclusion.....	28
Bibliographie	30

Introduction

Les Russes ont la réputation d'être passifs et résignés à l'égard de la politique. Malgré les nombreux problèmes qui émaillent leur quotidien et forment la trame de la litanie de lamentations des conversations privées (Ries, 1997), les mobilisations demeurent rares.

Ce « silence » protestataire est d'autant plus troublant dans le contexte de la guerre contre l'Ukraine. Depuis février 2022, les Russes en subissent les conséquences comme autant de bouleversements - l'invasion d'un pays voisin où bien d'entre eux ont de la famille, les sanctions économiques occidentales, la censure croissante, les vagues d'exode, les déconvenues militaires, puis la conscription – sans pourtant provoquer de protestations de grande ampleur ni même entamer le taux de soutien du président Vladimir Poutine qui, selon des maisons de sondage fiables, se maintient au-dessus de 60%.

Il est évident qu'une telle attitude tient en grande partie aux risques que comportent toutes formes de protestations publiques dans un régime aussi autoritaire que celui de la Russie d'aujourd'hui. La répression policière et judiciaire s'est d'ailleurs considérablement durcie depuis l'invasion de l'Ukraine, étouffant complètement les sphères de liberté qui subsistaient dans le monde associatif et dans les médias. Dans un pays où le refus de soutenir publiquement la guerre est passible d'une peine d'emprisonnement de 15 ans, il y a de bonnes raisons de penser que le nombre de manifestants et les chiffres des sondages ne donnent qu'une représentation fort incomplète de l'état réel de l'opinion publique.

Pour mieux saisir l'attitude des Russes, leurs valeurs et leur rapport à la politique, il est utile de déplacer son regard vers des formes d'expression critique moins connues, qui peuvent certes paraître insignifiantes dans les sociétés démocratiques, mais qui jouent un rôle important dans les régimes autoritaires. C'est le cas des lettres de protestations que les citoyens envoient aux autorités et aux médias, suivant une

pratique répandue partout dans le monde et particulièrement prisée en Russie, où elle s'appuie sur une tradition solidement établie à l'époque soviétique.

Dans cet essai, nous examinons les transformations de ce phénomène méconnu, mais décisif à trois époques de l'histoire récente de la Russie : d'abord en URSS, puis pendant les turbulentes transformations des années 1990 et finalement sous Poutine, depuis le début des années 2000. À chaque étape, nous cherchons à comprendre les motivations des deux grands protagonistes impliqués, soit d'une part les autorités politiques qui autorisent et souvent même encouragent cette forme d'expression critique, et d'autre part la population, qui y a massivement recourt. Quel intérêt le pouvoir peut-il avoir à autoriser cette pratique contestataire ? Et que nous disent ces innombrables lettres sur les préoccupations et les revendications des Russes ? Finalement, nous nous interrogeons sur ses conséquences politiques. Au-delà de leur relative inefficacité à obtenir satisfaction, quel impact l'envoi massif de lettres de protestation peut-il avoir sur l'évolution du régime ? Agissent-elles comme des agents de démocratisation, en ouvrant des canaux de communication entre la société et l'État, ou contribuent-elles au contraire à légitimer et ainsi perpétuer un pouvoir autoritaire ?

Cet essai s'appuie sur l'ouvrage de référence publié sur le sujet par la politologue russe Elena Bogdanova (2021), ainsi que sur les travaux d'historiennes et d'historiens pour la période soviétique et de politologues pour la période post-soviétique. La dernière section est nourrie d'observations inédites tirées de mes récentes recherches sur les pétitions russes au sujet de la guerre en Ukraine.

Chapitre 1 : L'URSS, empire des lettres

Les requêtes adressées aux autorités constituent sans doute la forme la plus ancienne et la plus universelle des formes d'expression critique. De l'Égypte ancienne à l'Europe médiévale, elle s'inscrit dans une tradition patriarcale dans laquelle le plaignant, un sujet dénué de droit, fait appel à la bonne grâce du monarque, considéré à la fois comme l'auteur de la loi et la source de la justice. Cette pratique repose sur l'espoir d'une relation d'assistance personnalisée et informelle qui ignore – car précède – la distinction moderne entre les relations politiques et les procédures judiciaires.

La Russie n'y fait pas exception. La pratique des requêtes aux instances supérieures s'y établit dès le 14^e siècle sous le nom évocateur de *tchelobitnaïa*, qui signifie littéralement le fait de se cogner le front contre le sol en signe de supplication. Très populaires parmi les masses paysannes analphabètes qui avaient recours à des scribes pour mettre leurs requêtes par écrit, les lettres adressées au tsar, ainsi qu'à la noblesse et au clergé, rythment la vie politique de l'Empire russe jusqu'à la disparition de leurs destinataires aux mains des bolchéviques en 1917. Ces derniers, bien loin de renoncer à cette forme traditionnelle de protestation, entreprennent alors d'en universaliser la pratique et d'en systématiser le traitement au sein d'un vaste système bureaucratique. Dès juillet 1918, Lénine signe le décret « Sur le respect scrupuleux des lois » qui pose les fondements du droit des citoyens soviétiques à l'expression de requêtes ou de plaintes au sujet des actions des autorités ou de toute autre difficulté. Un droit qui peut s'exercer par écrit au moyen de lettres, ou oralement, lors de périodes de réception prévues à cet effet. Dans les décennies qui suivent, de multiples résolutions et règlements officiels consacrent graduellement les traits caractéristiques de la pratique soviétique de l'appel aux autorités, qui se trouve même inscrite dans la Constitution de 1977. Tout d'abord, et contrairement à la norme en vigueur dans l'Empire russe, il s'agit d'un droit universel reconnu à tous les citoyens, sans considération de leur milieu social. Les campagnes d'alphabétisation menées par le pouvoir communiste contribuent d'ailleurs puissamment à en universaliser la

pratique. Ensuite, et surtout, le traitement des requêtes ne relève plus seulement de la bonne grâce du souverain, mais est prescrit comme une obligation à toutes les instances du Parti-État, du Comité central à Moscou jusqu'à la plus modeste administration rurale, et ce, suivant un ensemble de règles administratives qui doivent en assurer l'efficacité et la « transparence » (le mot *glasnost* est déjà utilisé à ce sujet). Ces règles sont les suivantes : en principe, toutes les demandes doivent être traitées avec une égale considération, quels qu'en soient le sujet et la teneur politique ; il est interdit de transférer une lettre de plainte à la personne ou à l'instance directement visée, qui pourrait vouloir exercer des représailles contre le plaignant ; de toute manière, il est interdit d'entamer des poursuites contre un citoyen sur motif de sa propre lettre; plus surprenant encore, il est interdit d'ignorer une lettre; l'absence de réponse dans les 30 jours peut valoir un grief sévère aux autorités concernées.

La réalité est cependant moins reluisante. En pratique, le projet bolchévique d'expression populaire par les lettres est lourdement miné par son propre succès et par les limites du système. Le flot des missives qui parvient aux autorités, en effet, est absolument considérable : dans les années 1970, le Comité central du Parti communiste en reçoit près de 500 000 par année et les différents organes locaux, cinq fois plus (White, 1983). Débordées, les administrations n'ont d'autre choix que d'adopter des moyens détournés pour ignorer les lettres sans donner l'impression d'enfreindre la loi. La plupart des lettres sont ainsi rejetées pour leur « manque de clarté », déléguées à des instances inférieures incompétentes en la matière ou simplement « perdues ». Comme l'explique la politologue Bogdanova, l'envoi de lettres aux autorités soviétiques relève à bien des égards de la loterie : cela ne coûte pas cher et les chances de succès sont infimes, mais la satisfaction occasionnelle est si spectaculaire qu'elle suffit à en encourager la pratique. De fait, on trouve tout de même dans les archives du Parti des lettres ayant obtenu satisfaction, parfois pour des demandes d'une étonnante banalité. Bogdanova cite ainsi l'exemple de la lettre adressée en 1968 par un certain Ivan Belov au Conseil de ministres de l'URSS pour se

plaindre de ce qu'on ne lui a pas rendu la monnaie exacte lors de l'achat d'un kilo de saucisses dans un marché à Moscou. Comme c'est souvent le cas dans les lettres soviétiques, l'homme en colère réclame une sanction sévère contre les fautifs : « N'est-il pas temps qu'on les dékoulakise, écrit-il, comme on a dékoulakisé les vieux marchands ? »² (Bogdanova, 2021, p.89). Malgré l'extrême modestie de la somme en jeu – 12 kopecks, soit le montant de la consigne pour une bouteille de bière vide à l'époque – les archives indiquent que la requête est transférée au Ministère du Travail, où elle est dûment traitée et donne lieu à une enquête qui se conclut par des sanctions (non spécifiées) contre les responsables.

En plus des institutions publiques, la presse écrite est un destinataire privilégié des lettres de protestation en URSS. Des sections des journaux sont spécialement dédiées à la publication de lettres de lecteurs. Mais ces messages devenus publics ne représentent qu'une proportion infime (moins de 10%) et peu représentative (car sélectionnée et « retravaillée » par les journalistes) de toutes celles qui sont reçues. Le département des lettres de la *Pravda*, le plus important quotidien du pays, ne compte pas moins de 70 employés, un nombre à peine suffisant pour traiter les quelques 500 000 lettres que le journal reçoit chaque année (White, 1983). De tels départements existent à plus petite échelle dans tous les journaux du pays et le volume de lettres qui leur parvient est incomparablement plus élevé que le courrier des lecteurs de journaux équivalents dans des pays démocratiques. C'est que la principale fonction du courrier des médias soviétiques n'est pas la publication (de fait, exceptionnelle), mais le transfert de la requête aux instances administratives compétentes, puis le suivi du dossier jusqu'à ce que satisfaction soit rendue. On trouve ainsi dans les archives du Parti communiste pour la région de Smolensk³ le

² La « dékoulakisation » est une campagne de répression lancée par l'État soviétique à la fin des années 1920, visant à l'extermination de la classe des « koulaks », identifiés (de manière peu claire et souvent arbitraire) comme des paysans enrichis par le commerce.

³ Ville de l'ouest de la Russie. Les archives de Smolensk sont saisies par les nazis lors de l'invasion de l'URSS. Une partie est apportée en Allemagne, où elles tombent aux mains des forces américaines,

message ferme envoyé le 21 février 1935 par le journal *Kolkhoznaïa gazeta* (La gazette de la ferme collective) à un comité local du Parti qui se voit reprocher son inaction à l'égard de précédentes requêtes du plaignant:

Je vous adresse une lettre venue de notre correspondant rural, sous le titre « Quand Yermakov [le président d'une ferme collective] passera-t-il en Jugement (sic)? » La direction du journal vous prie d'enquêter immédiatement sur les faits dénoncés et de prendre des mesures appropriées. Le nom du signataire de la lettre et le contenu de celles-ci ne doivent être en aucun cas divulgués conformément aux instructions relatives à la presse. Seule la Cour peut en avoir connaissance en application du § 121 du Code criminel. Veuillez informer la direction du journal de la suite à donner. Nous attendons une réponse pour le 7 mars 1935. (Fainsod, 1958, p.413)

Ce rôle de « défenseur du citoyen » accordé aux journalistes soviétiques est pris très au sérieux par ces derniers, mais aussi par les bureaucrates concernés, qui s'exposent à de lourdes sanctions si leur manque d'attention aux requêtes des citoyens se voit exposé dans la presse. Dans certains cas, les journalistes mènent leur propre investigation sur les problèmes rapportés et en font la matière de reportages cinglants qui n'hésitaient pas dénoncer l'incurie de la bureaucratie. Si la critique du socialisme n'est pas admise, bien des choses sont dénoncées au nom du socialisme dans la presse, en particulier lors des dernières décennies de l'URSS, et les citoyens participent activement à nourrir cette critique de leurs plaintes et récriminations (Roudakova, 2017).

On est en droit de s'étonner de ce qu'un régime autoritaire, voire totalitaire comme l'Union soviétique sous Staline, accorde une telle attention aux requêtes et plaintes des citoyens ordinaires. Comment concilier cette étonnante réceptivité aux lettres de

qui les rapportent aux États-Unis. Elles servent de base à la première grande enquête sur le fonctionnement interne du régime soviétique (Fainsod, 1958).

protestation avec le déploiement au même moment d'une impitoyable censure, d'une surveillance généralisée et de la répression impitoyable de toutes formes de protestations non autorisées? Non seulement les autorités soviétiques déploient des efforts colossaux pour bâtir un système universel de traitement des lettres, mais elles dénoncent sans relâche l'attention insuffisante qu'y portent les différentes administrations, elles punissent avec une réelle sévérité les bureaucrates dont l'incurie se voit dénoncée et elles font même publier à destination du grand public des manuels de conseils pour la rédaction de lettres de plaintes.

C'est que la lettre aux autorités est une forme de protestation qui sert les intérêts du régime, et ce, précisément en raison de l'absence de relais démocratiques à la volonté populaire. Ces lettres constituent au premier chef une irremplaçable source d'information sur les préoccupations de la population, qu'il importe de documenter pour anticiper de dangereux sursauts de mécontentement. Certes, le régime s'informe aussi grâce à la surveillance policière et à un vaste réseau de mouchards, mais ces sources n'égalent pas en richesse et en représentativité les millions de lettres de protestations écrites bon an mal an en URSS, venues des quatre coins du pays et de toutes les franges de la société. Pour faire remonter l'information, les administrations et médias soviétiques sont chargés, en plus de la tâche de réponse ou de transfert des lettres reçues, d'en établir des statistiques et d'en colliger le contenu sous la forme de rapports qui sont acheminés à base régulière aux instances dirigeantes du Parti-État, qui en font un usage similaire – et une consommation aussi boulimique – que les dirigeants des démocraties modernes ne le font des sondages d'opinion.

Pour les autorités soviétiques, les lettres de protestation servent en outre à la discipline de la bureaucratie. Contrairement l'idée que l'on se fait communément d'un régime totalitaire ne supportant pas la moindre critique, le pouvoir soviétique encourage vivement la dénonciation des fonctionnaires corrompus. Cela présente le double avantage d'augmenter l'efficacité de l'État tout en canalisant l'opprobre

populaire vers ses échelons inférieurs, de manière à éviter de remettre en cause le pouvoir central. La lutte officielle contre le « bureaucratisme » fournit ainsi un réservoir inépuisable de boucs émissaires pour les défaillances du régime, tout en donnant l'impression de répondre aux griefs légitimes de la population.

La fonction disciplinaire des lettres de protestation peut potentiellement s'étendre à la société entière. À l'époque stalinienne, le gouvernement lance plusieurs campagnes de dénonciation pour encourager les Soviétiques à surveiller et à dénoncer leurs prochains au nom de la lutte contre les espions et les « ennemis idéologiques ». La non-dénonciation de « crimes contre-révolutionnaires » est elle-même passible, depuis 1927, d'une peine de prison minimale de 6 mois. De fait, les Soviétiques sont très nombreux, que ce soit par convictions idéologiques ou pour de mesquins motifs personnels, à écrire aux autorités pour dénoncer leurs voisins, collègues et amis, contribuant ainsi aux terribles purges qui mènent des centaines de milliers de personnes à la mort et plusieurs millions au travail forcé dans le goulag.

Dans cette page tristement célèbre de l'histoire du XX^e siècle, il est troublant de constater que les lettres soviétiques de dénonciation ne diffèrent pas foncièrement des lettres de protestations habituelles qui traitent de toute autre chose, que ce soit d'un enfant malade ou d'un bris d'égout. Les recherches de l'historien François-Xavier Nérard dans les archives soviétiques montrent que les dénonciations ne prennent que rarement la forme perfide que l'on imagine, celle d'une missive anonyme et haineuse griffonnée en toute hâte. De fait, la plupart des éléments de dénonciation qui déclenchent des enquêtes de la police secrète apparaissent dans des lettres de protestation « ordinaires » dans lesquelles les Soviétiques racontent leurs malheurs et réclament l'assistance de l'État (Nérard, 2004). Les vellétés populaires de dénonciation ne s'expliquent d'ailleurs pas uniquement par les encouragements du régime, qui souvent se trouve dépassé par la demande sociale de sécurité et de sévérité répressive. C'est ce qui s'est produit, par exemple, lors de l'amnistie de dizaines de milliers de prisonniers du goulag après la mort de Staline en 1953. Le

pouvoir communiste, alors en plein effort de démontage graduel du totalitarisme, est pris de cours par un déluge de lettres dénonçant l'inaction de l'État face à la hausse de la criminalité. Une conductrice de tramway de Moscou écrit, indignée : « Nous avons conquis l'Allemagne alors qu'elle était armée jusqu'aux dents, est-il possible que notre État soit maintenant trop faible pour écraser ces parasites ? » (Dobson, 2009, p.41). La réponse officielle est d'étendre en 1954 la peine de mort aux meurtres avec circonstances aggravantes. Il y a de quoi rester songeur face au constat que les lettres de protestation soviétiques sont à la fois une forme de participation politique et un véhicule à la dénonciation, car nous ne sommes pas habitués à associer les deux pratiques. Comme le résume l'historienne Sheila Fitzpatrick, ce paradoxe découle de la nature du régime politique : « aussi répugnante la dénonciation puisse-t-elle être, c'était en réalité l'une des formes quintessentielles d'action et de participation individuelles dans un État totalitaire » (Fitzpatrick, 1996, p.7).

Le Parti-État y trouve manifestement son compte, mais comment expliquer qu'un si grand nombre de citoyens ordinaires aient recours à cette forme d'expression à l'efficacité pourtant hasardeuse? Et que nous apprend-elle sur les préoccupations des Soviétiques et leurs rapports aux autorités? Les motifs à prendre la plume sont variables, tout comme les thèmes abordés. Fitzpatrick, qui en a consulté un grand nombre dans les archives, en dégage deux grands types généraux (1996). Elle désigne le premier type, de loin le plus répandu, la lettre de « supplique », dans laquelle un individu – plus rarement une collectivité localisée – cherche à convaincre les autorités d'intervenir pour régler un souci proprement personnel et le plus souvent domestique, souvent lié au logement ou au versement de prestations sociales. Une telle requête s'inscrit dans la tradition patriarcale évoquée précédemment, dont l'origine remonte bien avant la période soviétique. Elle met en scène un rapport asymétrique entre le plaignant, qui se présente comme une victime désespérée, et un destinataire en position d'autorité, réputé tout-puissant. À cet égard, le pouvoir communiste reprend à son compte le rôle du « bon tsar », redresseur des torts, défenseurs des faibles et pourfendeurs d'une bureaucratie corrompue. Ce faisant, il

échoue cependant à faire intégrer l'idéologie officielle, pétrie de morale socialiste, de concepts marxistes et de notions de devoirs envers la collectivité. De fait, il est en réalité très peu question de la lutte des classes ou du bien commun dans les suppliques soviétiques, qui invoquent plutôt des valeurs anciennes, universelles et à vrai dire peu communistes, comme la vie, la santé et la dignité. Comme le fait remarquer Bogdanova, l'absence relative dans les lettres de clichés idéologiques – dont on peut pourtant penser qu'ils seraient accueillis favorablement par les autorités – confirme le fait qu'elles expriment bel et bien des doléances populaires qui ne peuvent être réduites à un produit de l'endoctrinement.

Dans l'ombre des « suppliques » existe un deuxième type de lettres de protestation en URSS, marginal, mais réel, que Fitzpatrick nomme les « lettres citoyennes ». Leur trait caractéristique est de s'exprimer au nom de l'intérêt général, au-delà de la situation personnelle du plaignant. En rupture avec la tradition patriarcale qui se déploie à travers les « suppliques », les « lettres citoyennes » témoignent d'un rapport proprement moderne entre un citoyen détenteur de droits et la puissance publique réputée servir le bien commun. En un sens, le langage de ces lettres est aussi plus conforme à l'idéologie soviétique, qui proclame le devoir de servir la collectivité. Cela n'empêche pas leurs auteurs de s'exposer à des conséquences plus périlleuses que ceux qui se cantonnent à des requêtes personnelles, car toute prise de position ouvertement politique risque de franchir la limite mouvante établie par le régime entre une critique constructive et une action subversive. Au mépris des directives qui interdisent la persécution des plaignants, les autorités soviétiques n'hésitent pas à sanctionner ceux dont les lettres trahiraient la déloyauté. La présence de plusieurs signatures constitue alors un facteur aggravant. Les lettres collectives, en effet, sont découragées en URSS, car elles coalisent les mécontentements et, à ce titre, sont perçues comme des ferments d'instabilité.

L'épisode le plus célèbre de « lettres citoyennes » collectives en URSS est le mouvement de pétitions lancé par la dissidence au milieu des années 1960. Inspirées

d'une pratique bien établie en Occident depuis la fin du 19^e siècle (Sirinelli, 1990), ces pétitions se présentent comme des lettres ouvertes adressées au public ou aux dirigeants soviétiques, exprimant une conviction civique commune et signées par des scientifiques et artistes connus. Ces initiatives en principe légales, puisqu'elles appellent « simplement » au respect de la loi, s'attirent néanmoins les foudres du Kremlin, qui en 1966 introduit au Code criminel un article sur la calomnie, utilisé par la suite dans les procès des dissidents (Vaissié, 1999). Procès qui, à leur tour, inspirent une série de lettres collectives de protestation, dont une pétition de janvier adressée en 1968 « aux travailleurs de la science, de la culture et de l'art », qui débute en des termes typiques des « lettres citoyennes » :

Depuis quelques années, nous observons les symptômes inquiétants d'une restauration du stalinisme dans notre société. La manifestation la plus éclatante de la répétition des pages les plus sombres de cette époque est caractérisée par l'organisation de procès iniques concernant des gens qui ont osé défendre leur dignité et leur liberté intérieure, ont osé penser et protester. (Cité par Daucé, 2009, p.146)

Malgré leurs limites évidentes et malgré les risques qu'elles comportent pour les plaignants et le fardeau administratif qu'elles représentent pour l'État, les lettres de protestation demeurent une pratique extrêmement répandue jusqu'aux derniers jours de l'Union soviétique. Pour les citoyens, elles constituent l'un des rares canaux d'expression de doléances. À ce titre, elles constituent aussi l'un des piliers de la légitimité du régime.

Chapitre 2 : Les années 1990 : tout est permis, rien n'est possible

La démocratisation rendue possible par les réformes de la perestroïka⁴ ouvre aux Soviétiques toute une gamme de nouvelles avenues légales d'expression et de protestation. Le relâchement graduel de la censure à partir de 1985, puis son abolition complète en 1990, autorisent une parole publique de plus en plus critique de la part des journalistes, mais aussi des lecteurs dont les lettres occupent une place croissante dans les pages des journaux (Comeau-Ruffin, 1989). Les pétitions telles qu'on les connaît en Occident, autrefois jugées suspectes par le régime et principalement cantonnées au mouvement de la dissidence, deviennent alors courantes, en particulier dans les milieux intellectuels (Sauvé, 2019). Bientôt, la protestation gagne la rue et le bureau de vote. Avec les premières élections compétitives au printemps 1989 et l'autorisation du multipartisme un an plus tard, les Soviétiques adoptent en masse des pratiques inconnues ou oubliées, comme la participation aux campagnes électorales et la mise sur pied d'associations indépendantes et de partis politiques. L'année 1991 débute par les plus grandes manifestations de l'histoire de la Russie, suivies d'un vaste mouvement de grève. Cette même année se termine, à la surprise générale, par la dissolution de l'Union soviétique et l'émergence sur ses ruines d'une nouvelle Fédération de Russie sous la gouverne du président Boris Eltsine, qui s'engage d'emblée à préserver les droits démocratiques.

Au milieu de ces grands changements, les Russes conservent l'habitude d'écrire des lettres de protestation aux autorités et à la presse. Le passage brutal à l'économie de marché provoque son lot de problèmes, qui suscitent de nouvelles vagues de plaintes et requêtes. Or, non seulement cette tradition se perpétue, mais les statistiques relevées par la politologue Danielle Lussier (2014) montrent que l'envoi de lettres est en fait la forme de participation politique la plus courante en Russie post-soviétique.

⁴ La « perestroïka » désigne les réformes lancées en 1985 par le Secrétaire général du Parti communiste Mikhaïl Gorbatchev pour redynamiser l'Union soviétique. La démocratisation du système politique débute en janvier 1987.

Bien plus, ces lettres sont encore pour la plupart des « suppliques », explicitement apolitiques, qui quémandent l'intervention des autorités pour régler des problèmes strictement personnels. Quant aux autres formes de participation politique désormais légales, comme les manifestations, les occupations, les boycottages ou l'engagement dans un parti politique, leur usage décroît rapidement après la perestroïka dans une atmosphère de désillusion généralisée.

Comment expliquer un désintérêt aussi rapide pour la chose publique en Russie post-soviétique ? Le peu d'expérience démocratique préalable y joue sans doute un grand rôle, mais il ne suffit pas à expliquer la préférence marquée des Russes pour la protestation par les lettres. C'est ce que démontre la comparaison menée par Lussier avec le cas de l'Indonésie, un pays qui connaît aussi une première expérience de démocratisation dans les années 1990 et dont la population, par contraste, démontre un goût soutenu pour les manifestations et l'organisation de partis politiques. Pour Lussier, ces trajectoires divergentes s'expliqueraient avant tout par le sentiment d'efficacité relative qui leur est associé. Dans la Russie des années 1990, la libéralisation économique et la garantie des droits individuels s'accompagnent d'un verrouillage du système politique afin de prémunir de la contestation le cours des réformes économiques (Roche, 2000). En pratique, le pouvoir exécutif se donne des moyens considérables pour empêcher le remplacement des dirigeants par la compétition électorale. Et de fait, aucun président russe n'a perdu d'élections depuis la création du pays en 1991. Quant aux dirigeants régionaux et locaux qui perdent occasionnellement le pouvoir, c'est plus souvent sur décision des instances supérieures plutôt que par la voie des urnes. En ce sens, si les Russes répugnent aux formes de participation politique liées à la lutte électorale, c'est parce qu'elles leur paraissent moins efficaces pour résoudre leurs problèmes concrets que la méthode traditionnelle, éprouvée par une longue expérience, qui consiste à écrire à titre individuel aux autorités ou aux médias. Cette hypothèse semble confirmée par les enquêtes réalisées par Lussier dans différentes régions de Russie : là où dans le passé un gouverneur a perdu ses élections, comme à Krasnoïarsk en Sibérie, la population a

davantage tendance à s'engager activement en politique que dans une région où, comme à Kazan sur la Volga, le même clan politique gouverne sans interruption depuis 1991, ce qui conduit la population locale à cantonner leurs revendications dans des lettres de protestation (Lussier, 2014).

Au croisement d'une vieille expérience soviétique et d'un nouveau cynisme démocratique, l'envoi de lettres de protestation jouit donc toujours de la faveur des Russes. Or, pour la première fois dans l'histoire du pays, dans les années 1990 l'État abandonne son rôle patriarcal de redresseur de torts et dispensateur de justice. Conformément à la logique néolibérale qui inspire les réformes de cette époque, les nouvelles autorités russes estiment que les individus doivent apprendre à agir comme des agents économiques autonomes et des détenteurs de droits, plutôt que de vivre dans l'espoir constant du secours de l'État. Les requêtes que les citoyens envoient par habitude aux différentes administrations restent désormais – sans mauvais jeu de mots – lettre morte, car l'État retire l'obligation de réponse qu'imposait le pouvoir soviétique. De même, les journaux nouvellement indépendants de la tutelle étatique perdent du même coup leur rôle d'intermédiaire privilégié auprès des administrations. D'un côté, une lettre critique a maintenant plus de chance de se voir publiée qu'à l'époque soviétique, mais de l'autre, elle risque fort de sombrer dans une mer d'indifférence, aussi bien auprès du public que du pouvoir politique. Si le système soviétique des lettres de protestation était une loterie, la nouvelle Russie capitaliste ne prend même plus la peine de tirer un numéro gagnant.

En contrepartie, l'État entreprend de susciter une nouvelle pratique de protestation individuelle qui s'éloignerait de la quête traditionnelle de justice fondée sur la bienveillance du souverain et qui, suivant la logique du système judiciaire, prendrait les traits d'un processus formalisé visant à la protection des droits et au respect de la loi. Dans les années 1990, deux institutions sont ainsi désignées comme destinataires des lettres des citoyens. La première, créée en 1993 sur le modèle des démocraties occidentales, est le poste d'ombudsman, ou commissaire aux droits humains. Le

second, le Parquet (*Prokuratura*), est un héritage tsariste et soviétique dédié à la surveillance des fonctionnaires et des juges pour le pouvoir politique. Les requêtes adressées à ces deux instances doivent faire la démonstration d'une violation de la loi, ce qui correspond à une fonction de réparation des torts beaucoup plus étroite que celle dévolue aux administrations soviétiques, qui se devaient de considérer toute requête, y compris des situations d'injustice ou de conflits interpersonnelles. L'ombudsman, de plus, est une instance d'appel, qui ne peut donc considérer que les requêtes ayant déjà été rejetées par la cour. Comme par ailleurs l'ombudsman n'a pas de pouvoir effectif et ne peut qu'émettre des recommandations à l'État, on comprend aisément qu'il reçoive moins – cent fois moins ! – de requêtes que le Parquet, qui pour sa part dispose de ses propres moyens d'enquête et d'intervention (Bogdanova, 2021).

Dans les années 1990, l'offre politique ne suffit pas à la demande sociale d'assistance et de justice, qui s'exprime notamment sous la forme d'innombrables lettres de protestation que les Russes continuent d'envoyer aux autorités et à la presse, le plus souvent en vain. C'est à cette demande que Vladimir Poutine va chercher à répondre, pour mieux l'encadrer et pour conforter son propre pouvoir.

Chapitre 3 : Le renouveau des lettres de protestation sous Poutine

Dès son élection en 2000, Vladimir Poutine entreprend de restaurer la « verticale du pouvoir », qui fait de la présidence l'instance suprême de décision en toutes matières, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales. Ce faisant, il renoue avec la relation patriarcale traditionnelle qui fait du souverain le bienveillant protecteur du peuple contre les ennemis extérieurs et l'incurie des bureaucrates. L'un des éléments les plus importants, pourtant méconnus, de cette stratégie de légitimation est la résurrection du système soviétique de traitement des lettres de protestation. En 2006, la loi « Sur la manière de considérer les appels des citoyens de la Fédération de Russie » vient remplacer les règlements soviétiques abandonnés dans les années 1990, mais jamais officiellement abrogés. Comme le relève Bogdanova, les parallèles avec le précédent système sont frappants. Comme à l'époque soviétique, les citoyens russes d'aujourd'hui peuvent gratuitement envoyer des lettres « d'appel » à toutes les administrations de l'État, quel qu'en soit le motif, sans avoir à faire la démonstration qu'il y a eu violation de la loi. Les administrations récipiendaires des lettres sont tenues à des obligations semblables à celles de l'époque soviétique : toute lettre doit obtenir réponse dans les 30 jours ; il est interdit de poursuivre le plaignant sur la base de sa lettre ; il est interdit de transmettre la lettre à l'instance directement visée par une plainte. Ce système prend de l'expansion en 2010 par la création d'une instance centrale de gestion des plaintes, le « Bureau administratif du Président de la Fédération de Russie pour le traitement des appels des citoyens et des organisations ». Grâce à sa proximité avec l'Administration présidentielle, ce bureau jouit de larges pouvoirs, non seulement pour traiter le flot des lettres, mais aussi pour mener ses propres enquêtes sur les cas rapportés et faire des propositions législatives. Il s'impose par conséquent comme l'un des destinataires les plus populaires du pays, recevant près d'un million de lettres par année.

Il n'existe pas dans la Russie d'aujourd'hui d'équivalent au Parti communiste de l'Union soviétique, dont les comités centraux, régionaux, municipaux et locaux

comptaient parmi les destinataires privilégiés des lettres de protestation. Qu'à cela ne tienne, le parti Russie Unie, qui soutient Poutine au parlement, organise à partir de 2008 des bureaux de réception des requêtes citoyennes dans toutes les régions (Fauconnier, 2019). Contrairement à son puissant prédécesseur communiste, cependant, Russie Unie ne possède aucun pouvoir décisionnel et doit se contenter de fournir de l'expertise légale et orienter les plaignants vers les instances les plus à même de leur répondre.

Le système actuel de traitement des lettres de protestation en Russie contemporaine reprend fidèlement la mission paternaliste qui lui était échue à l'époque tsariste et soviétique, mais ses voies d'accès sont démultipliées par les progrès de la technique. Il n'est plus nécessaire, comme autrefois, de se présenter en personne ou d'expédier les missives par la poste – au risque de les voir se perdre ou déclarées perdues par un destinataire débordé. Il est désormais possible de soumettre un message en ligne auprès du Bureau central des appels de l'Administration présidentielle, par l'entremise du site Internet de la plupart des ministères et des administrations. En 2012, les autorités russes ajoutent à cet arsenal la plateforme virtuelle « Initiative sociale russe », qui permet aux citoyens de soumettre des propositions et de voter pour les propositions soumises. Cette plateforme se présente ainsi comme une sorte de contrepartie officielle aux plateformes indépendantes de pétitions comme Change.org, qui connaissent une grande popularité en Russie.

La plus spectaculaire et la plus célèbre des innovations techniques du traitement contemporain des plaintes et requêtes est sans conteste la « Ligne directe avec Vladimir Poutine », un téléthon organisé presque tous les ans depuis 2000, qui met en scène le président répondant en direct – et pendant des heures - aux demandes des citoyens (Chapman 2021). À bien des égards, la « ligne directe » est la parfaite incarnation du rapport que cherche à établir Poutine avec les citoyens. Tout d'abord, il s'agit d'un rapport entièrement arbitraire et presque toujours inefficace. Parmi les millions de plaintes envoyées par les citoyens en préparation à l'émission, seules

quelques dizaines sont retenues, ce qui implique un taux de réponse infinitésimal, de loin inférieur à celui des administrations soviétiques. Un faible taux de réponse s'observe d'ailleurs dans l'ensemble du système étatique de traitement des lettres, dont les administrations se déchargent le plus souvent de leur obligation de réponse par l'envoi de « lettres de suivi » qui n'engagent à rien. La politologue Bogdanova relate sa propre expérience de requête auprès de l'administration municipale de Saint-Pétersbourg, qui a répondu par dix lettres de suivi étalées sur plus de cinq ans avant de finalement procéder à la réparation d'un toit qui s'apprêtait à s'effondrer (Bogdanova, 2021, p.158-159). Les médias russes font beaucoup de bruit autour des interventions providentielles de Poutine en réponse aux demandes directes de citoyens, notamment lors de la « ligne directe », mais une fois encore, le parallèle avec la loterie s'impose : la publicité des gagnants vise à faire oublier la masse des laissés-pour-compte et le caractère aléatoire du succès.

Un second trait caractéristique du rapport établi par Poutine avec les citoyens, tel que mis en scène par la « ligne directe », est l'apparence de proximité du dirigeant, par-delà l'incurie des bureaucrates et le formalisme de la loi. La télévision fait un spectacle du désespoir exprimé par les plaignants et de l'écoute du dirigeant, ainsi que de sa toute-puissance à régler les problèmes concrets, autant de traits qui étaient couramment exprimés dans les « suppliques » aux administrations soviétiques. À la différence notable, comme le souligne Bogdanova, qu'à l'époque contemporaine les appels aux autorités ont un caractère encore plus personnalisé, axé sur la communication directe avec le président. Les autorités soviétiques, en vertu de leur propre idéologie collectiviste, n'encourageaient pas l'envoi de lettres à Staline, à Brejnev ou aux autres dirigeants. L'inverse est vrai à l'époque contemporaine, où la hiérarchie politique est construite de manière à mettre l'accent sur le rapport direct entre les citoyens et la personne du président, qui chapeaute et si nécessaire court-circuite le travail des administrations de tous les niveaux. Magnifiée par sa toute-puissance, la présidence est la seule institution en laquelle les Russes déclarent avoir confiance, alors qu'ils se méfient viscéralement de toutes les institutions publiques

de leur pays, du parlement aux gouverneurs en passant par la police et le système judiciaire.

Au-delà des efforts déployés par le régime pour en canaliser la pratique, que nous disent les lettres de protestation contemporaines sur les préoccupations des Russes et l'idée qu'ils se font de leur relation avec les autorités ? La distinction proposée par Fitzpatrick entre les deux grands types de lettres soviétiques est toujours pertinente, à quelques détails près. L'immense majorité des requêtes envoyées aux autorités russes correspondent toujours au genre de la « supplique » : ce sont des demandes personnelles, explicitement apolitiques, dont la rhétorique souligne l'asymétrie de pouvoir entre le plaignant, en situation de désespoir, et l'autorité, dont on vante l'omnipotence. La lettre suivante, envoyée au président Poutine en décembre 2016, en est une bonne illustration :

Appel à l'aide. Bonjour Vladimir Vladimirovitch ! Je suis une mère de trois enfants, et à l'approche du Nouvel An, on a envie de croire aux miracles. J'ai donc décidé que vous pourriez nous aider, même si je comprends que ma lettre n'est qu'une parmi des milliers. Notre famille de cinq personnes vit dans un appartement de deux pièces de 46 mètres carrés. Mon mari et moi avons gagné suffisamment d'argent pour l'acheter sans aucune aide (merci pour le capital de maternité). Tous nos revenus ont été consacrés au remboursement de l'hypothèque, nous et nos enfants nous sommes privés de tout. En raison de la situation économique actuelle, nous sommes devenus pauvres. Mais notre plus grand et unique rêve est de déménager dans un appartement spacieux, afin que les enfants aient leur propre chambre. Et nous n'avons besoin que d'un million de roubles [21 630 dollars canadiens à cette époque]. Mais nous ne pouvons plus payer l'hypothèque. Soyez notre Père Noël, aidez-nous à recevoir une subvention sans intérêt. (Cité par Bogdanova, 2021, p.181)

Comme la plupart des « suppliques » de l'époque soviétique, la requête que formule cette lettre se trouve justifiée par des considérations humaines fondamentales liées à la santé et à la famille, sans référence à une quelconque forme d'intérêt général. Il faut noter l'absence, remarquable étant donné le thème abordé, de référence idéologique qui reprendrait les lieux communs du discours officiel qui, depuis 2012, insiste lourdement sur l'importance des « valeurs traditionnelles », notamment dans la sphère familiale (Sauvé, 2023). La référence au « capital de maternité »,⁵ en l'occurrence, ressemble davantage à une marque de loyauté que le signe d'une adhésion au conservatisme moral prôné par le Kremlin. De ce point de vue, les « suppliques » demeurent des lettres véritablement personnelles, largement imperméables au bien commun ou à toute idéologie.

Parallèlement aux innombrables suppliques, et par contraste avec l'époque soviétique, quand la sphère publique faisait l'objet d'un monopole d'État, les « lettres citoyennes » sont nombreuses en Russie contemporaine, d'abord dans les journaux puis dans une proportion croissante sur Internet à partir des années 2000. Parmi ces « lettres citoyennes », les pétitions protestataires occupent une place importante. Elles s'affichent sur de nombreuses plateformes dédiées, dont la plus populaire est la version russe de Change.org, sur laquelle plus de 27 000 pétitions ont été publiées entre 2012 et 2020 (Ivanenko, 2022), soit au moins deux fois plus que les pétitions publiées sur la plateforme officielle « Initiative sociale russe » (Radina, 2019). De ce nombre, toutes ne sont pas critiques à l'égard du pouvoir russe, bien au contraire. Par leurs thèmes, elles confirment la préoccupation centrale des Russes pour des questions personnelles relatives au logement, aux services sociaux et à leur environnement de vie. Pour autant, les pétitions se distinguent des lettres envoyées aux administrations par leur caractère public, qui prend à témoin l'opinion publique

⁵ Le capital de maternité est une prestation sociale versée par l'État russe depuis aux mères après la naissance de leur deuxième enfant ou plus. La somme est versée une seule fois et peut être utilisée pour différents objectifs, dont le paiement d'une hypothèque.

de la réaction des autorités, en particulier si le nombre de signatures devient important et que la pétition est rapportée dans les médias. Dans cette perspective, les pétitions comportent bel et bien une dimension contestataire qui exerce un certain rapport de force auprès des autorités, même si elles sont peu nombreuses à ouvertement remettre en cause les dirigeants ou leurs décisions.

Le caractère hétérogène des pétitions russes contemporaines ressort clairement de nos recherches conduites en 2022 sur les prises de parole citoyennes des Russes au sujet de la guerre en Ukraine. D'emblée, nous avons pu constater qu'à l'exception notable de la plus importante pétition contre la guerre, signée par plus de 1 200 000 personnes, finalement très peu de pétitions paraissent sur des plateformes spécialisées comme Change.org. La plupart d'entre elles sont publiées de manière indépendante sur des pages Google Docs (ou son équivalent russe Yandex Forms) et relayées par les médias sociaux (Facebook, Vkontakte, Telegram) et finalement rapportées par les médias pour les plus importantes. Des recherches croisées sur Internet et sur les bases de données des médias russophones nous ont permis de constituer un corpus incluant, à notre connaissance, toutes les pétitions parues au sujet de la guerre entre février et décembre, qui s'élèvent à un peu plus de 150. Ce nombre peut certes paraître bien peu par comparaison avec les quelque 300 000 « appels » soumis à l'Administration présidentielle pendant la même période (De Vogel, 2023). Mais si que ces derniers relèvent largement du genre de la « supplique » et traitent essentiellement de problèmes sociaux et localisés sans jamais mentionner la guerre ouvertement, les pétitions que nous avons répertoriées sur ce thème nous donnent une idée des modalités de l'expression publique en Russie lorsqu'elle relève du genre de la « lettre citoyenne », qui dépasse les questions personnelles pour traiter d'un enjeu qui concerne la communauté dans son ensemble.

En l'occurrence, le registre de la prise de parole citoyenne impose lors de la rédaction d'une pétition un certain nombre de procédés rhétoriques, dont celui qui consiste à démontrer que l'engagement ne relève pas de préoccupations basement

personnelles, comme dans les « suppliques, mais d'un attachement à une certaine définition du bien commun. Or, comme il existe de multiples définitions rivales du bien commun dans une société donnée (Boltanski et Thévenot, 1991), il est intéressant d'examiner lesquelles sont revendiquées par les Russes lorsqu'ils écrivent des pétitions sur la guerre en Ukraine. Il appert que la vision du bien commun la plus courante est celle qui conçoit la communauté dans une perspective « domestique », qui valorise les rapports de proximité entre personnes liées, par opposition à des normes jugées abstraites et désincarnées. En d'autres mots, les pétitionnaires russes qui prennent la parole au sujet de la guerre en Ukraine le font le plus souvent au nom d'une vision familiale de l'intérêt général. Citons en exemple une pétition de journalistes musicaux, publiée le 27 février 2022 :

Le plus important est que cela nous est confirmé par des personnes vivantes, nos amis, parents et collègues à travers l'Ukraine avec qui nous sommes en contact et qui sont maintenant sous les tirs. (...) Et lorsque des immeubles résidentiels sont dynamités, que des milliers de personnes sont tuées et que des enfants et des personnes âgées tremblent dans des sous-sols, il ne s'agit pas d'une "opération spéciale de maintien de la paix", mais d'une véritable guerre. Une guerre contre nos voisins immédiats.

L'évocation du bien commun domestique va souvent de pair avec une forte charge émotionnelle, comme l'illustre cet autre exemple, tiré d'une pétition des travailleurs du jeu vidéo, elle aussi publiée le 27 février :

Beaucoup d'entre nous ont des parents, des collègues et des amis en Ukraine. Les Ukrainiens et les Ukrainiennes sont souvent nos femmes et nos maris, nos frères et nos sœurs, nos mères et nos pères, nos grands-parents. Nous sommes toujours en contact avec eux : nous pouvons voir et entendre leur peur, leur douleur, leur confusion. Leur détermination, leur colère, leur haine. Il n'y a pas de jubilation face à ce qui se passe. Il n'y a que l'horreur sans fin de la guerre.

D'autres définitions du bien commun sont aussi évoquées dans les pétitions russes sur la guerre en Ukraine, comme celui qui valorise le progrès et l'efficacité. Mais là encore, on ne peut s'empêcher de constater que l'usage de ce genre de justification ne semble pas suffire aux yeux même de ceux qui l'utilisent, puisqu'ils ressentent le besoin de préciser que, en fin de compte, ce ne pas là l'essentiel. Cette ambiguïté s'exprime clairement dans un autre extrait de la pétition des travailleurs du jeu vidéo :

Les liens étroits entre les segments russe et ukrainien de l'industrie [du jeu vidéo] ont déjà été rompus en 2014. Le 24 février, un nouveau coup a été porté, dont il sera cent fois plus difficile de se remettre. Le système financier russe que nous utilisons fait déjà l'objet de sanctions, ce qui met en péril nos emplois et le bien-être de nos familles. En outre, l'industrie du jeu est mondiale par nature. Aux yeux du monde actuel, la Russie est l'agresseur. Partout les Russes vont perdre toute crédibilité. Sans confiance, toute relation d'affaires meurt. *Mais le pire* [c'est moi qui souligne - GS], c'est qu'en ce moment même, les troupes russes mènent des opérations de combat sur le territoire de l'Ukraine. La vie paisible de citoyens ordinaires est détruite sous nos yeux.

De toute évidence, les valeurs humaines fondamentales liées à la santé et aux conditions fondamentales du bien-être, déjà prédominantes dans les lettres de protestation à l'époque soviétique, sont toujours au cœur des lettres russes contemporaines, même lorsque ces pétitions se détachent de revendications proprement personnelles et adoptent une posture citoyenne qui exige de faire référence à l'intérêt général. Contrairement à une idée répandue au sujet de la Russie, les prises de parole des citoyens russes donnent à voir une forte réticence à l'égard des abstractions idéologiques et un attachement à une vision du vivre-ensemble qui valorise les rapports de proximité et l'expression des émotions.

Conclusion

Les lettres de protestation, individuelles ou collectives, constituent une forme méconnue, mais très répandue de participation politique en régime autoritaire, où elles constituent l'un des rares moyens d'expression critique. En URSS, cette pratique était vivement encouragée à des fins d'information, de discipline et de légitimation du pouvoir en place. En Russie postsoviétique, à l'exception des années 1990 quand l'État abandonne momentanément cette tradition, la pratique des lettres de protestation est toujours encouragée, principalement pour alimenter la loyauté envers le président Poutine. Cela dit, le traitement contemporain par l'État russe des lettres citoyennes est plus incertain qu'à l'époque soviétique et demeure concurrencé par la persistance d'une sphère publique autonome, en particulier sur Internet, où paraissent des pétitions contestatrices qui dérogent aux formes habituelles de la supplique au souverain.

Qu'elles soient loyales ou subversives, ces lettres ne peuvent être réduites à un instrument de manipulation aux mains des autorités politiques. Elles répondent à une puissante demande sociale de justice et de sanction qui, bien souvent, dépasse les capacités de réponse de l'État. À ce titre, elles offrent une fenêtre unique pour mieux comprendre les formes de protestation qui se déploient en régimes autoritaires. En Russie, la parole critique qui s'y exprime s'appuie généralement sur des référents partagés qui valorisent les rapports de proximité, liés à la santé et à la famille, de manière relativement imperméable aux idéologies officielles qui se succèdent au Kremlin.

Que penser en fin de compte de la pratique des lettres de protestation, qui occupe un si grand rôle dans la vie politique russe, parfois au détriment de formes de participation plus ouvertement contestatrices, comme les manifestations et les activités partisanses? Est-elle un vecteur de démocratisation, par l'expression spontanée des demandes populaires, ou un soutien à la légitimité des régimes autoritaires? La plupart des politologues qui se sont récemment penchées sur cette

question (Bogdanova, 2021; Lussier, 2014; Henry, 2012) campent sur une position de relativité : les lettres de protestation sont une pratique universelle, dont le poids politique dépend de ses modes et conditions d'exercice. D'un côté, lorsque les lettres émanent d'un individu ou d'une collectivité localement limitée et s'adressent directement aux autorités sans apparaître dans la sphère publique, elles renforcent la légitimité des dirigeants en leur donnant l'occasion de satisfaire des griefs sans en être tenus responsables. Mais d'un autre côté, lorsque les lettres rassemblent une collectivité plus large autour de convictions partagées ou d'une revendication sociale qui implique l'intérêt général, et lorsqu'elles prennent l'opinion publique à témoin, alors elles constituent véritablement une forme de contestation et contribuent à tenir les dirigeants responsables de leurs actions. Les lettres de protestation, en somme, ne sont ni foncièrement démocratiques ni foncièrement autoritaires. Elles peuvent être l'une ou l'autre, selon qu'elles prennent la forme de « suppliques » ou de « lettres citoyennes ».

Bibliographie

Bogdanova, E. (2021) *Complaints to the Authorities in Russia: A Trap Between Tradition and Legal Modernization*, Londres: Routledge.

Boltanski, L. et Thévenot, L. (1991) *De la justification: les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard.

Chapman, H. S. (2021). « Shoring Up Autocracy: Participatory Technologies and Regime Support in Putin's Russia », *Comparative Political Studies* vol. 54, no. 8, pp. 1459-1489.

Commeau-Rufin, I., éd. (1989) *Lettres des profondeurs de l'URSS: le courrier des lecteurs d'"Ogoniok" : 1987-1989*. Paris: Gallimard.

Daucé, F. (2009) « Lettres de protestation dans l'U.R.S.S. post-stalinienne : du choix des justifications », *La Revue russe* vol. 32, no1, pp. 143-52.

De Vogel, S. (2023) « The Evolving Concerns of Russians After the Invasion of Ukraine: Evaluating Appeals to the Presidential Administration », PONARS Eurasia Policy Memos, 27 Février 2023, https://www.ponarseurasia.org/the-evolving-concerns-of-russians-after-the-invasion-of-ukraine-evaluating-appeals-to-the-presidential-administration/#_ftnref1.

Dobson, M. (2009) *Khrushchev's Cold Summer: Gulag Returnees, Crime, and the Fate of Reforms*. Ithaca.: Cornell University Press.

Fainsod, M. (1958) *Smolensk à l'heure de Staline*. Paris: Fayard.

Fauconnier, C. (2019) *Entre le marteau et l'enclume : la fabrication d'une hégémonie partisane dans la Russie de Poutine*. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion.

Fitzpatrick, S. (1996) « Supplicants and Citizens: Public Letter-Writing in Soviet Russia in the 1930s », *Slavic Review* vol. 55, no1, pp. 78-105.

Henry, L. A. (2012) « Complaint-making as political participation in contemporary Russia », *Communist and Post-Communist Studies* vol 45, no3/4, pp. 243-254.

Ivanenko, E. (2022) « Change.org kak forma 'sluchainoi politiki': analiz russkoiaznychnykh petsitsii », *Polis. Politicheskie issledovaniia*, no 2, pp.52-67.

Lussier, D. N. (2016) *Constraining Elites in Russia and Indonesia: Political Participation and Regime Survival*. Cambridge: Cambridge University Press.

Nérard, F.-X. (2004) *Cinq pour cent de vérité: la dénonciation dans l'URSS de Staline, 1928-1941*. Paris: Tallandier.

Radina, N. (2019) « Sravnitel'nyi analiz elektronnykh petsitsii v zachtchitu zhivotnykh na tsifrovnykh platformakh roi i change.org », *Sotsium i vlast'*, vol.1, no75, pp. 60-71.

Ries, N. (1997) *Russian talk: culture and conversation during Perestroika*. Ithaca: Cornell University Press.

Roche, M. (2000) *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie: la démocratie confisquée*. L'Harmattan: Montréal.

Roudakova, N. (2017) *Losing Pravda: ethics and the press in post-truth Russia*. Cambridge: Cambridge University Press.

Sauvé, G. (2019) *Subir la victoire: essor et chute de l'intelligentsia libérale en Russie (1987-1993)*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.

Sauvé, G. (2023) *Conservatisme à la carte en Russie*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. *À paraître*

Sauvé, G. et Duchâteau, M. 2022. « Petitioning war: How Russians speak up collectively about the invasion of Ukraine ». *Russia.Post*, 21 octobre 2022, https://russiapost.info/society/petitioning_war.

Sirinelli, J.-F. (1990) *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XXe siècle*. Paris: Fayard,.

Vaissié, C. (1999) *Pour votre liberté et pour la nôtre: le combat des dissidents de Russie*. Paris: Robert Laffont.

White, S. (1983) « Political Communications in the USSR: Letters to Party, State and Press ». *Political Studies* vol. 31, no1, pp. 43-60.